

## **Mutations structurelles et recomposition économique d'une ville secondaire sénégalaise : le cas de Kébémér**

**Dr Malick HANE**

Docteur, Laboratoire Dynamiques des territoires et développement (LEIDI), Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal  
[hanemalick17@gmail.com](mailto:hanemalick17@gmail.com)

**Dr El Hadji Mamadou NDIAYE**

Maitre de conférences, Laboratoire Dynamiques des territoires et développement (LEIDI), Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal  
[mamadou009@gmail.com](mailto:mamadou009@gmail.com)

**Dr Cheikh Bamba Fall**

Docteur, Laboratoire Dynamiques des territoires et développement, (LEIDI), Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal

**Résumé :** Cet article analyse les mutations structurelles et la recomposition économique d'une ville secondaire sénégalaise à travers le cas de Kébémér, commune du nord-ouest du Sénégal. En mobilisant une approche méthodologique mixte (enquêtes par questionnaire auprès de 336 ménages, entretiens semi-directifs, focus groupes et analyse diachronique de l'occupation du sol par télédétection satellitaire sur la période 1990-2020), cette recherche interroge la nature et la durabilité de la recomposition économique enclenchée depuis les années 1980 sous l'effet conjugué du retrait de l'État des filières agricoles, de la dégradation des conditions pédoclimatiques et de l'intensification de l'émigration internationale. Les résultats mettent en évidence une transformation structurelle profonde et irréversible du système productif local. Le recul des activités primaires est saisissant : 92,7 % des ménages ont abandonné l'agriculture et 94,1 % l'élevage. Parallèlement, les surfaces cultivées ont diminué de 78,79 % entre 1990 et 2020, cédant progressivement la place à un bâti en constante expansion. Cette désagriculturalisation s'accompagne d'une tertiarisation rapide de l'économie locale, portée principalement par le commerce (qui concerne 37 % des ménages), les services de restauration, de transport et de transfert d'argent, ces derniers témoignant du rôle structurant de la diaspora dans la recomposition économique urbaine. Cependant, l'analyse montre que cette tertiarisation demeure structurellement fragile. Elle repose en grande partie sur des activités informelles et précaires, insuffisamment encadrées par les politiques publiques locales et fortement dépendantes des transferts financiers de l'émigration internationale.

**Mots-clés :** mutations structurelles, recomposition économique, ville secondaire, tertiarisation, déclin agricole, émigration internationale, Kébémér, Sénégal.

**Abstract :** This article analyzes the structural transformations and economic restructuring of a secondary Senegalese city through the case of Kébémér, a municipality in northwestern Senegal. By employing a mixed-method approach (questionnaire surveys of 336 households, semi-structured interviews, focus groups, and diachronic analysis of land use through satellite remote sensing over the period 1990–2020), this research examines the nature and sustainability of the economic restructuring initiated since the 1980s under the combined effects of state withdrawal from agricultural sectors, deteriorating soil and climatic conditions, and the intensification of international emigration. The results highlight a profound and irreversible structural transformation of the local productive system. The decline of primary activities is striking: 92.7% of households have abandoned agriculture and 94.1% have abandoned livestock farming. Concurrently, cultivated areas decreased by 78.79% between 1990 and 2020, gradually giving way to continuously expanding built-up areas. This de-agrarianization is accompanied by a rapid tertiarization of the local economy, driven primarily by trade (involving 37% of households), catering services, transportation, and money transfers—the latter reflecting the structuring role of the diaspora in the urban economic restructuring. However, the analysis shows that this tertiarization remains structurally fragile. It is largely based on informal and precarious activities, insufficiently supported by local public policies, and heavily dependent on financial transfers from international emigration.

**Keywords:** structural transformations, economic restructuring, secondary city, tertiarization, agricultural decline, international emigration, Kébémér, Senegal.

## Introduction

L'urbanisation est un phénomène majeur du XXI<sup>e</sup> siècle qui a engendré de profondes dynamiques démographiques, économiques et spatiales à l'échelle mondiale. En 2008, la population urbaine mondiale a dépassé pour la première fois la moitié de la population totale (État de la population mondiale, 2007, p. 7). Ce phénomène persiste, avec une augmentation quotidienne de la population urbaine mondiale de 180 000 personnes et une croissance hebdomadaire de 1,25 million de personnes (Lieberherr-Gardiol, 2007, p. 377). Ces chiffres témoignent de l'accélération sans précédent de ce processus, notamment dans les pays en développement où l'urbanisation s'accompagne de transformations profondes des structures économiques et sociales traditionnelles.

En Afrique, cette croissance urbaine est particulièrement spectaculaire : en 2009, près de 40 % des habitants vivaient en milieu urbain (ONU, 2012, p. 4), et les projections indiquent qu'en 2050, 60 % de la population africaine sera urbaine (ONU-Habitat, 2010, p. 1). Ces villes africaines connaissent des transformations démographiques et socio-spatiales profondes qui bouleversent les équilibres économiques traditionnels et redéfinissent les modes d'insertion professionnelle des populations. Dans ce contexte, la problématique de la recomposition des espaces économiques urbains occupe une place centrale dans les recherches sur le développement urbain en Afrique subsaharienne, en particulier dans les villes secondaires qui constituent des espaces charnières entre le monde rural en déclin et les métropoles saturées.

Le Sénégal, cité parmi les pays les plus urbanisés d'Afrique tropicale, illustre parfaitement cette dynamique. La population citadine y a progressé rapidement, passant de moins de 2 millions en 1976 à près de 10 millions en 2023, soit plus de la moitié de la population nationale (ANSD, 1988 ; 2023). Si Dakar concentre encore une grande partie des activités économiques et démographiques du pays, les villes secondaires connaissent une montée en puissance significative et jouent un rôle croissant en tant que métropoles d'équilibre, participant à la diversification et à la recomposition du paysage urbain national. Ces villes intermédiaires constituent des laboratoires particulièrement révélateurs des tensions entre héritages économiques ruraux et nouvelles logiques urbaines de production et d'échange.

Kébémér, située dans le nord-ouest du Sénégal, illustre avec acuité cette dynamique de transformation. Ancienne ville du vieux bassin arachidier, elle a longtemps structuré son économie autour de la culture de l'arachide et des activités pastorales qui en constituaient le prolongement naturel. Sa population a connu une croissance soutenue, passant de 10 000 habitants en 1988 à plus de 27 000 en 2023 (ANSD, 1988 ; 2023), témoignant d'une urbanisation rapide qui s'accompagne d'une transformation profonde de son tissu économique. Depuis les années 1980, le retrait progressif de l'État des filières agricoles, conjugué à la dégradation des conditions pédoclimatiques et à l'effondrement des circuits de commercialisation, a précipité le déclin des activités primaires traditionnelles. Dans le même temps, la position géostratégique de la ville, relais naturel entre Dakar et Saint-Louis et l'afflux de transferts financiers issus d'une émigration internationale soutenue ont favorisé l'émergence d'une nouvelle dynamique économique centrée sur le commerce et les services.

L'objet de cette recherche est d'analyser les mutations structurelles de l'économie de Kébémér, en étudiant le déclin concomitant des secteurs primaires (agriculture et élevage) et l'expansion des activités tertiaires, afin de mettre en lumière les logiques de transformation du système productif local. Au sens où nous l'entendons dans cet article, les mutations

structurelles renvoient aux transformations durables et profondes affectant l'organisation interne d'un système économique, au-delà des simples fluctuations conjoncturelles. Elles se manifestent par un changement dans la hiérarchie des secteurs productifs, dans les modes d'insertion professionnelle des populations et dans les logiques de valorisation des ressources territoriales (Perroux, 1961). Dans le cas des villes secondaires africaines, ces mutations traduisent le passage progressif d'une économie de subsistance à une économie de services, sous l'impulsion conjuguée de l'urbanisation, du désengagement de l'État et des dynamiques migratoires.

Cette transformation soulève une question centrale : dans quelle mesure l'essor du secteur tertiaire à Kébémér constitue-t-il une véritable recomposition économique structurée et durable, ou ne traduit-il qu'une reconversion contrainte et précaire des populations face à l'effondrement des activités primaires traditionnelles ? Cette interrogation est d'autant plus pertinente que les données de terrain révèlent une tertiarisation massive de l'économie locale dans un contexte où cette croissance repose en grande partie sur des activités informelles peu encadrées par les politiques publiques locales.

La recomposition économique quant 'à elle est ici entendue comme le processus par lequel la structure productive d'un territoire se reconfigure durablement sous l'effet conjugué de facteurs endogènes et exogènes, entraînant un déplacement du centre de gravité économique local d'un secteur vers un autre (Courlet et Pecqueur, 2013 ; Benko et Lipietz, 1992). Dans le contexte de Kébémér, cette recomposition s'opère dans un environnement triplement contraint : par le retrait progressif de l'État des filières agricoles depuis les années 1980, par la dégradation des conditions pédoclimatiques qui fragilise durablement le secteur primaire et par l'afflux de transferts financiers issus de l'émigration internationale qui alimente l'essor des services sans pour autant structurer une base productive solide.

L'étude repose sur l'hypothèse selon laquelle : le déclin progressif des activités agricoles et pastorales à Kébémér a enclenché une recomposition économique locale dont le moteur principal est l'essor du secteur tertiaire, lui-même alimenté par les dynamiques migratoires, la croissance démographique et la position géostratégique de la ville entre Dakar et Saint-Louis. Cependant, cette recomposition demeure structurellement fragile dans la mesure où elle repose en grande partie sur des activités informelles et précaires, insuffisamment encadrées par les politiques publiques locales, ce qui pose la question de sa durabilité et de sa capacité à absorber une demande d'emploi croissante, notamment chez les jeunes.

Cette recherche s'organise autour de trois axes principaux. Elle présente d'abord le cadre méthodologique mobilisé pour appréhender ces transformations, avant d'analyser les facteurs et les manifestations du déclin des activités primaires dans l'économie de Kébémér. Elle explore ensuite les dynamiques de recomposition économique marquées par l'essor du secteur tertiaire, puis conclut par une discussion critique des principaux résultats obtenus au regard de la littérature existante sur les villes secondaires africaines.

## **1. Méthodologie**

La présente étude repose sur une approche méthodologique mixte combinant enquêtes de terrain, analyse documentaire et télédétection satellitaire. Cette triangulation des sources et des méthodes vise à appréhender de manière globale et rigoureuse les mutations

économiques et spatiales observées dans la commune de Kébémér, en articulant données sociales issues des ménages et données spatiales issues de l'observation satellitaire.

### 1.1. Démarche quantitative

L'enquête par questionnaire a été conçue pour mesurer l'ampleur du recul des activités primaires, documenter la montée du secteur tertiaire et recueillir les perceptions des ménages sur ces transformations. Elle a couvert l'ensemble des neuf quartiers de la commune de Kébémér.

Un échantillonnage aléatoire simple a été réalisé à partir des données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-5, 2023). La commune comptant 3 351 ménages, un taux de sondage de 10 % a été retenu, aboutissant à un échantillon de 336 ménages, répartis proportionnellement entre les quartiers selon leur poids démographique respectif (Tableau 1). Les réponses ont été collectées via l'application KoboCollect sur tablette, saisies sur la plateforme Kobotoolbox, puis exportées au format CSV et analysées à l'aide du logiciel SPSS pour les traitements statistiques descriptifs et les croisements de variables.

**Tableau 1 : échantillonnage**

<i>Quartiers</i>	<i>Ménages</i>	<i>Valeur relative (%)</i>	<i>Echantillon</i>
<i>Darou Salam</i>	<b>537</b>	<b>16</b>	<b>54</b>
<i>Mbabou</i>	<b>483</b>	<b>14</b>	<b>48</b>
<i>Mbassine</i>	<b>492</b>	<b>15</b>	<b>49</b>
<i>Medina</i>	<b>461</b>	<b>14</b>	<b>46</b>
<i>Escale</i>	<b>393</b>	<b>12</b>	<b>39</b>
<i>Diamaguene</i>	<b>430</b>	<b>13</b>	<b>43</b>
<i>Galla</i>	<b>293</b>	<b>9</b>	<b>29</b>
<i>Ndakhar</i>	<b>192</b>	<b>6</b>	<b>19</b>
<i>Ndiaby Fall</i>	<b>70</b>	<b>2</b>	<b>7</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 351</b>	<b>100</b>	<b>336</b>

### 1.2. Démarche qualitative

La démarche qualitative a mobilisé deux instruments complémentaires. Des entretiens semi-directifs ont été conduits auprès d'acteurs clés de la ville, notamment les autorités locales, les chefs de quartier, les imams, les émigrés de retour et d'autres personnalités ressources. Des focus groupes ont par ailleurs été organisés avec les femmes du groupement Mbootay à Diamaguène et les jeunes du collectif Deggo. Les participants ont été sélectionnés de manière raisonnée afin de refléter une diversité de profils en termes d'âge, de genre, de statut socio-économique et de position sociale, garantissant ainsi une pluralité des points de vue recueillis.

### 1.3. Analyse spatiale par télédétection

Afin de documenter objectivement l'évolution des espaces agricoles et bâtis dans la commune, une analyse diachronique de l'occupation du sol a été conduite sur la période 1990-2020 à partir d'images satellitaires multispectrales. Les données utilisées sont

constituées de trois images Landsat couvrant les années 1990, 2000 et 2010, ainsi que d'une image Sentinel-2A pour l'année 2020, téléchargées via la plateforme Earth Explorer de l'United States Geological Survey (USGS). Le choix de ces quatre dates obéit à une double logique : d'une part, la disponibilité effective des images dans des conditions atmosphériques satisfaisantes, les acquisitions ayant été privilégiées en mars et avril afin de minimiser les perturbations nuageuses ; d'autre part, la correspondance de ces dates avec des événements structurants de l'histoire économique et spatiale de Kébémér, notamment la grande sécheresse des années 1970-1980, l'essor de l'émigration internationale comme stratégie d'adaptation dans les années 1990-2000, et l'accélération de la croissance démographique et immobilière dans les années 2010-2020.

Le traitement des images a suivi un protocole en quatre étapes. La première étape a consisté en un calibrage radiométrique et une normalisation des images afin d'améliorer leur lisibilité et de faciliter leur interprétation visuelle. La deuxième étape a porté sur une classification supervisée fondée sur la connaissance du terrain, distinguant trois classes d'occupation du sol : le bâti, le sol nu et la végétation. Cette classification a mobilisé les indices spectraux NDVI, SAVI, NDBI et B pour faciliter la discrimination entre les surfaces. La troisième étape a consisté en une validation de la classification par le calcul d'une matrice de confusion, dont le coefficient de Kappa obtenu est estimé à 64,16 %, attestant d'une précision satisfaisante de la classification multiclasse. La quatrième et dernière étape a porté sur une comparaison post-classification des cartes thématiques obtenues pour chaque date, permettant de quantifier les changements intervenus dans l'occupation du sol et de cartographier leur évolution spatiotemporelle. L'ensemble de la cartographie a été réalisé à l'aide du logiciel ArcGIS 10.8 d'Esri.

#### **1.4. Traitement et croisement des données**

Les données issues de la revue documentaire ont été classées par thématique et analysées en fonction des axes de recherche. Les données quantitatives issues des questionnaires ont été traitées sous SPSS pour les analyses statistiques descriptives, tandis que le logiciel R a été mobilisé pour le traitement et la visualisation des séries pluviométriques sur la période 1981-2021, dans le but d'identifier l'influence des tendances climatiques sur la dynamique agricole locale et d'établir des corrélations entre variabilité pluviométrique et évolution des espaces cultivés. Les résultats issus des trois sources (enquêtes ménages, entretiens qualitatifs et télédétection) ont ensuite été croisés et confrontés afin de produire une analyse intégrée des mutations économiques et spatiales de la commune.

## **2. Résultats**

Ces dernières années, la commune de Kébémér a été profondément impactée par une série de facteurs qui ont perturbé son environnement économique. Le dynamisme économique qui s'opère dans le territoire communal se manifeste par une diminution conséquente du niveau d'influence des activités primaires au profit d'une résurgence des activités du secteur tertiaire en l'occurrence le commerce et les services.

## **2.1. Diminution de l'influence des activités primaires dans l'économie communale**

Les activités primaires correspondent à l'agriculture et à l'élevage qui font partie des plus anciennes activités pratiquées dans le vieux bassin arachidier. Mais depuis ces dernières décennies, ces activités semblent perdre leur lustre d'antan et sont par conséquent reléguées au second plan car elles font face à plusieurs contraintes qui sont entre autres la raison de la diminution considérable de leur apport économique.

### **2.1.1. Le recul des activités agricoles : facteurs et manifestations**

Partie intégrante du vieux bassin arachidier, Kébémér et ses environs étaient longtemps réputés pour le dynamisme de leur production agricole. Généralement tributaire de la pluviométrie, l'agriculture concernait des spéculations telles que le mil, le sorgho, l'arachide, le maïs, « le niébé », etc. Ces types de culture sont favorables dans ces zones où on retrouve globalement des sols diors et deck. Mais la surexploitation des ressources foncières combinée aux techniques culturales non durables et à la rareté de la pluviométrie ont largement impacté le dynamisme du secteur agricole dans cette zone. Ce secteur qui était pendant longtemps le socle de l'économie dans la zone du vieux bassin arachidier a connu progressivement des contre-performances répétées dans le temps ; ce qui est à l'origine de la baisse drastique des terres agricoles dans la commune de Kébémér.

#### **2.1.1.1. Rappel de la place de l'agriculture dans l'économie Kébéméroise**

L'agriculture a pendant longtemps sous-tendu l'économie de la région. Malgré les multiples spéculations retrouvées dans la région du vieux bassin arachidier, le développement de la filière arachidière a longtemps porté l'économie de ce territoire qui s'identifiait fortement à cette culture, d'où son nom : vieux bassin arachidier. En raison de son rôle de locomotive dans l'économie sénégalaise, la culture arachidière avait une place privilégiée dans l'économie nationale. L'arachide gouvernait le Sénégal pendant les premières décennies d'indépendance car, en 1969 le budget de fonctionnement de l'État sénégalais qui était de l'ordre de 39 milliards de FCFA, était financé à 95,8% par l'impôt : 28,3% par l'impôt direct, 67,5% par l'impôt indirect (Bonnardel 1978). Cette situation justifiait d'ailleurs l'importante place qu'occupait la zone du vieux bassin arachidier dans le fonctionnement de l'économie du pays. La commercialisation de l'arachide et ses répercussions dans l'économie des chefs de ménage poussaient les paysans de Kébémér à vouloir en produire davantage. L'agriculture dans cette zone était essentiellement arachidière du fait de ses multiples fonctions (vivrière, fourragère, commerciale, etc.) qui en ont fait une ressource indispensable au paysan du vieux bassin arachidier, d'où les importantes surfaces cultivées qu'elle occupe.

#### **2.1.1.2. Les facteurs explicatifs de la décadence de l'agriculture dans la commune**

L'analyse du fonctionnement de l'agriculture dans le vieux bassin arachidier a révélé plusieurs limites allant des politiques économiques mises en œuvre aux pratiques culturales en passant par les aléas climatiques. Ainsi malgré les multiples initiatives des autorités publiques, l'agriculture ne permet plus au paysan du vieux bassin arachidier d'améliorer significativement son mode de vie.

Les politiques d'ajustement des années 80 notamment avec le retrait de l'Etat et la limitation des subventions ont impacté l'agriculture dans tout le pays et donc à Kébémér. Cette décision politique a impacté l'utilisation des intrants agricoles et l'accès aux semences pour les paysans de vieux bassin arachidier. Il s'en est suivi une baisse drastique de la production

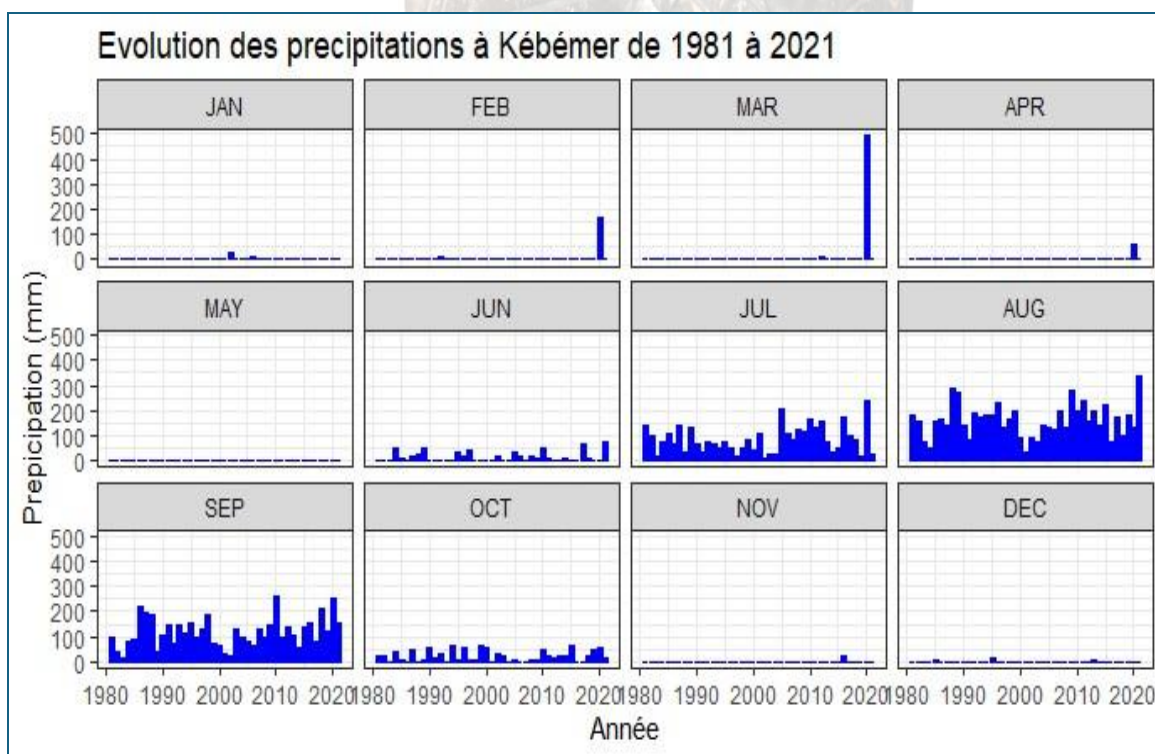
agricole. Cette situation constatée au niveau local, suit la dynamique nationale, car la production agricole du pays se caractérise par une baisse générale en dehors de quelques années particulières à partir des années 60 jusqu'aux années 2000.

En outre, la commercialisation de la production agricole constituait un casse-tête chez le paysan Kébémérois. Depuis l'introduction des cultures de rente, notamment de l'arachide dans cette partie du pays, la commercialisation automatique des récoltes était à l'origine du dynamisme de l'économie rurale dans le vieux bassin arachidier. Mais au fil des années, elle se révèle être l'un des problèmes les plus cruciaux de la filière arachide en raison entre autres de la suppression de l'Office national de commercialisation et d'assistance au développement (ONCAD) au profit des opérateurs privés qui collectent désormais les récoltes à des prix dérisoires sans compter leur faible capacité d'achat.

L'étude des éléments explicatifs du recul de l'agriculture à Kébémér révèle aussi l'impact considérable des facteurs tels que la péjoration des conditions climatiques et la pauvreté des ressources pédologiques.

La problématique de la disponibilité des ressources en eau a constitué le souci majeur du développement agricole du vieux bassin arachidier depuis les années 70. En effet, la ville de Kébémér a connu généralement une baisse sensible du régime pluviométrique (figure1) à travers l'alternance entre une longue saison sèche et une courte saison pluvieuse (fin juillet à début octobre).

**Figure1 : Evolution des précipitations de la commune de Kébémér de 1981 à 2021**



Source : NASA 2022

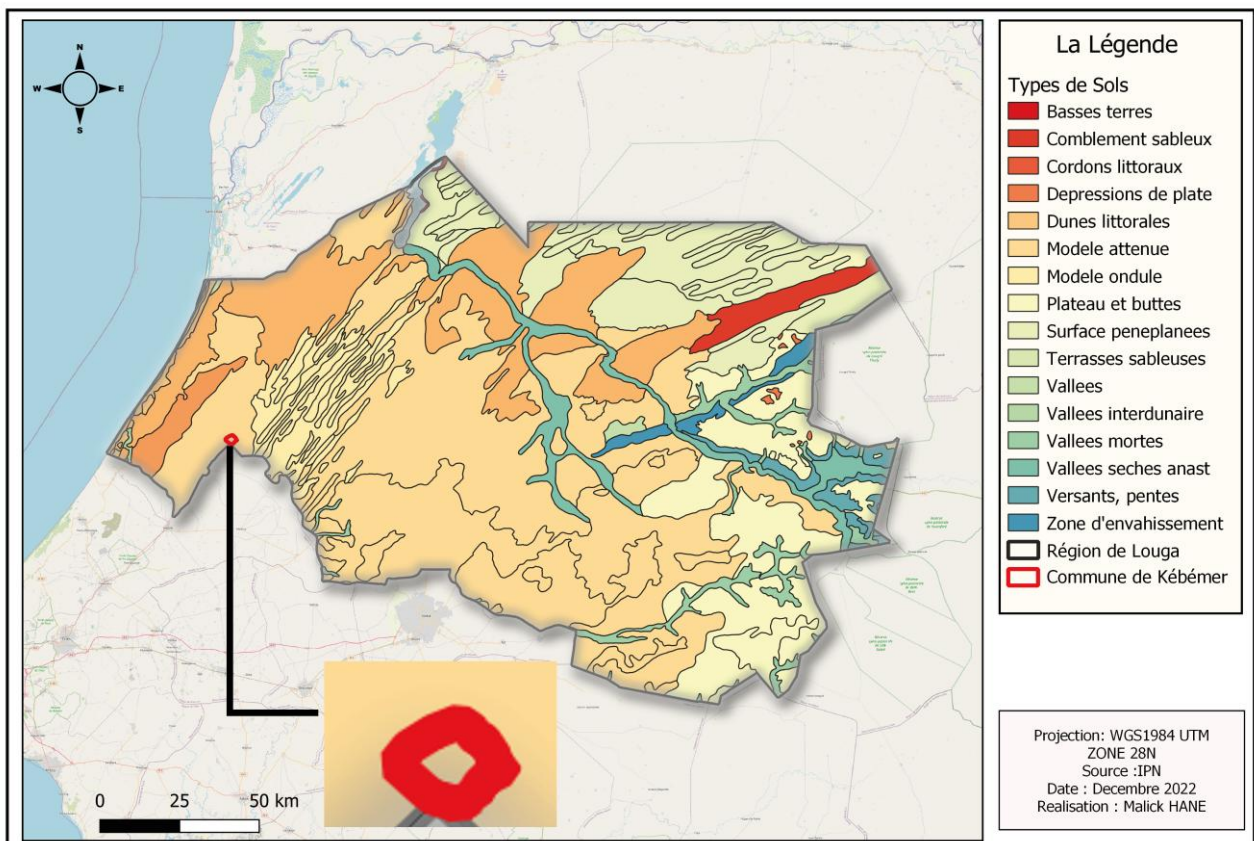
La figure ci-dessous met en évidence un recul important du gradient pluviométrique dans la commune de Kébémér dont la moyenne pluviométrique est comprise entre 400 mm et 600

mm par an. Malgré le retour de la pluviométrie depuis le début de la décennie 2000, le déficit pluviométrique dans le vieux bassin arachidier s'est prolongé. En effet, la répartition des pluies dans le temps est très déséquilibrée, et elle se caractérise par une concentration sur une courte période notamment de juillet au mois de septembre. Le dérèglement de la pluviométrie est aussi constaté notamment lors des séquences sèches après la première pluie ; ce qui conduit souvent à une reprise des opérations de semis ou à un retard du développement des plantes.

Ces périodes de stress hydrique se répercutent sur la quantité de productions agricoles en ralentissant le développement des cultures et en les rendant ainsi vulnérables aux attaques des insectes. Ainsi, cette baisse des précipitations et la courte saison des pluies à Kébémér constituent des défis majeurs pour l'agriculture à Kébémér notamment à travers la diminution des rendements et la vulnérabilité accrue des agriculteurs au stress hydrique.

L'analyse de la baisse des performances agricoles dans la commune implique aussi l'étude des types de sols. Les ressources pédologiques du vieux bassin arachidier sont essentiellement couvertes par les sols « *dior* » (Carte 2), qui ont une texture sableuse et fragile.

**Carte 2 : sols de la région de Louga**



Les sols ferrugineux tropicaux peu lessivés ou « *dior* », très peu argileux sont caractérisés par un niveau de fertilité extrêmement faible, et sont déjà usés par une longue tradition de monoculture arachidière, sans un système efficace de restauration et de sauvegarde de sa

richesse organique. A travers cette carte<sup>2</sup>, on voit que la zone de Kébémér est entièrement couverte par ces sols vulnérables et très sensibles à l'érosion éolienne. Ces sols faiblement couverts par la végétation sont exposés aux vents de l'harmattan qui soufflent sur l'ensemble de la zone avec des températures pouvant dépasser 30°C. Les sols bruns et brun-rouges respectivement appelés sols deck et deck-dior sont aussi mal drainés en raison de leur topographie.

Alors, la disponibilité limitée des ressources en eau, associée à la variabilité pluviométrique et à la dégradation des sols dans le vieux bassin arachidier, constituent en partie les éléments explicatifs du recul du développement agricole de la région.

### 2.1.1.3. Déclin des espaces agricoles dans un contexte de recomposition territoriale

Depuis plusieurs décennies, l'activité agricole a été traditionnellement perçue comme la principale source de revenus pour les habitants du vieux bassin arachidier, notamment ceux de Kébémér. Cependant, au fil des années, il semble que l'ère de l'agriculture y tire à sa fin. L'agriculture a perdu son attrait à Kébémér et ne suscite plus l'enthousiasme de la population active. Cette marginalisation de l'agriculture dans l'économie des ménages trouve une confirmation objective dans l'analyse diachronique de l'occupation du sol de la commune entre 1990 et 2020 (tableau2).

**Tableau2 : Tableau synoptique de la dynamique spatiotemporelle de l'occupation du sol dans la ville de Kébémér**

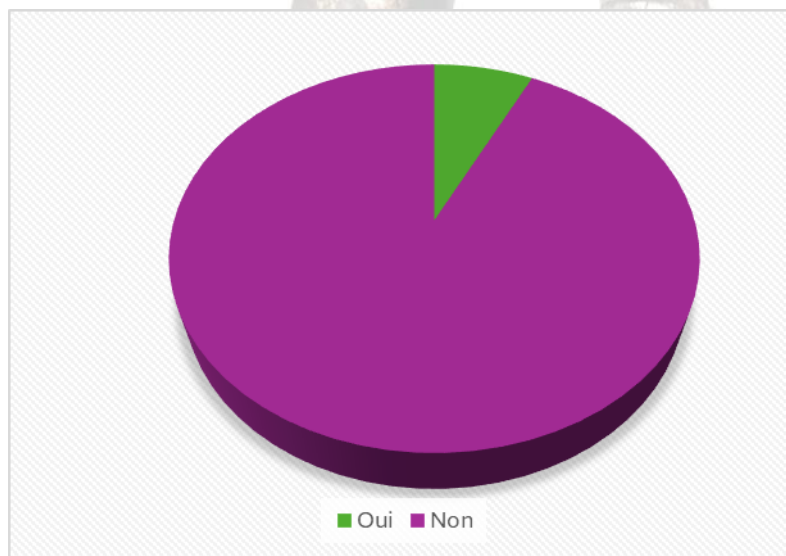
<i>Classes</i>	<i>Superficie (ha)</i>	<i>Proportion (%)</i>
<b>État de l'occupation du sol en 1990</b>		
<b>Bati</b>	<b>220,54</b>	<b>33,61</b>
<b>Sol nu</b>	<b>313,49</b>	<b>47,77</b>
<b>Végétation</b>	<b>122,10</b>	<b>18,60</b>
<b>État de l'occupation du sol en 2000</b>		
<b>Bati</b>	<b>259,56</b>	<b>39,55</b>
<b>Sol nu</b>	<b>151,83</b>	<b>23,14</b>
<b>Végétation</b>	<b>244,74</b>	<b>37,30</b>
<b>État de l'occupation du sol en 2010</b>		
<b>Bati</b>	<b>263,19</b>	<b>40,12</b>
<b>Sol nu</b>	<b>352,33</b>	<b>53,71</b>
<b>Végétation</b>	<b>40,37</b>	<b>6,15</b>
<b>État de l'occupation du sol en 2020</b>		
<b>Bati</b>	<b>305,48</b>	<b>46,80</b>
<b>Sol nu</b>	<b>321,30</b>	<b>49,22</b>
<b>Végétation</b>	<b>25,91</b>	<b>3,97</b>

Source: U.S. Geological Survey 2020. Capteur Sentinel 2-A, Landsat

Les données issues du traitement des images satellitaires Landsat et Sentinel révèlent en effet une régression spectaculaire et continue des espaces végétaux notamment les zones de culture et le tapis herbacé, qui constituent l'assise spatiale des activités agropastorales. De 122,10 ha en 1990, ces espaces ont certes connu un rebond temporaire à 244,74 ha en 2000, consécutif à la reprise partielle de la pluviométrie régionale, avant de s'effondrer brutalement à 40,37 ha en 2010, puis d'atteindre leur niveau historiquement le plus bas avec

25,91 ha en 2020, soit une réduction de 78,79 % en l'espace de trente ans. Cette trajectoire de déclin quasi irréversible des espaces végétaux et cultivés s'est opérée au profit d'une expansion continue du bâti, qui est passé de 220,54 ha en 1990 à 305,48 ha en 2020, enregistrant une progression de 38,51 % sur la même période. La décennie 2000-2010 constitue à cet égard le tournant le plus brutal de cette recomposition spatiale, avec une chute de la végétation de 73,40 % en dix ans seulement, précisément au moment où l'émigration internationale s'intensifiait et où les investissements immobiliers des émigrés accéléraient le front d'urbanisation au détriment des terres agricoles périphériques. Ces données spatiales corroborent ainsi de manière rigoureuse les résultats des enquêtes ménages présentés ci-après, selon lesquels 92,7 % des ménages de la commune ont définitivement abandonné l'agriculture comme activité économique principale (figure2).

**Figure 2 : Proportion des ménages pratiquant l'agriculture**



Source : données de terrain HANE M., Ndiaye E H., FALL CB., 2024

La Figure 2 illustre l'ampleur du désengagement agricole des ménages de Kébémér : seulement 7,3 % d'entre eux pratiquent encore l'agriculture, contre 92,7 % qui ont définitivement abandonné cette activité. Ce chiffre, rapporté à l'histoire économique de ce territoire longtemps structuré autour de la monoculture arachidière, révèle l'intensité d'une rupture productive sans précédent. Il ne s'agit pas d'un simple recul conjoncturel mais bien d'une désagriculturalisation structurelle, au sens où le système de valeurs, les stratégies d'insertion économique et les logiques d'occupation de l'espace se sont profondément reconfigurés autour d'autres activités.

Cette rupture s'explique par la combinaison de trois ordres de facteurs qui se renforcent mutuellement. Le premier est d'ordre économique : la faiblesse chronique des rendements agricoles, la désorganisation des circuits de commercialisation consécutive à la suppression de l'ONCAD et la concurrence des activités tertiaires plus rémunératrices ont progressivement érodé la rentabilité de l'agriculture au point de la rendre économiquement irrationnelle pour la majorité des ménages. Le second est d'ordre spatial : l'avancée du front d'urbanisation a considérablement réduit les terres disponibles pour les besoins agricoles, comme en attestent les données de télédétection qui révèlent une régression des espaces

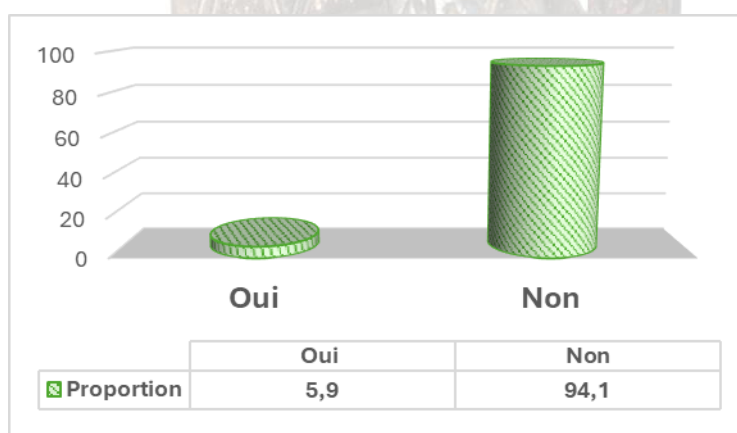
cultivés de 78,79 % entre 1990 et 2020. Le troisième est d'ordre culturel et symbolique : l'agriculture est désormais perçue dans l'imaginaire collectif kébémérois comme l'activité de ceux qui n'ont pas le choix, ce qui traduit une dévalorisation sociale profonde du statut d'agriculteur, particulièrement marquée chez les jeunes générations urbanisées.

Cette triple dynamique (économique, spatiale et symbolique) produit un effet de verrouillage qui rend le processus de désagriculturalisation difficilement réversible à court terme, même dans l'hypothèse d'une amélioration des conditions pluviométriques ou d'une relance des politiques agricoles publiques. Elle pose ainsi la question fondamentale de la capacité des acteurs locaux et des pouvoirs publics à reconstituer une base productive agricole minimale dans un territoire où le rapport social à la terre et à l'agriculture a été profondément et durablement transformé.

### 2.1.2. La transformation des systèmes d'élevage : entre déclin et adaptation

L'élevage et l'agriculture ont longtemps entretenu dans le vieux bassin arachidier une relation de complémentarité productive étroite : la disponibilité du pâturage et du fourrage issus des cultures d'arachide et de niébé constituait le substrat écologique et économique sur lequel reposait le développement de l'activité pastorale. La désagriculturalisation documentée dans la section précédente a donc mécaniquement entraîné l'effondrement de cette complémentarité, privant l'élevage de ses conditions d'existence traditionnelles et précipitant son déclin dans la commune.

**Figure 3 : Proportion des ménages pratiquant l'élevage dans la commune**



Source : données de terrain HANE M., Ndiaye E H., FALL CB., 2024

La Figure 3 en révèle l'ampleur : seulement 5,9 % des ménages déclarent pratiquer régulièrement l'élevage. Ce chiffre, déjà faible en valeur absolue, doit être interprété avec une prudence méthodologique supplémentaire. Une part significative de ces ménages inclut des propriétaires de moutons destinés au sacrifice de la Tabaski, dont le statut d'éleveurs au sens économique du terme est discutable. Si l'on corrige ce biais déclaratif, la proportion de ménages pratiquant un élevage économiquement significatif est vraisemblablement inférieure à ce que le chiffre brut laisse apparaître, ce qui renforce encore le constat d'une marginalisation quasi totale de l'activité pastorale dans l'économie communale.

Cette marginalisation résulte de la convergence de trois ordres de facteurs structurels. Le premier est d'ordre écologique : la dégradation des conditions pédoclimatiques, la diminution

radicale du tapis herbacé consécutive aux épisodes répétés de sécheresse et la réduction des espaces de pâturage sous l'effet de l'urbanisation ont progressivement détruit la base fourragère sur laquelle reposait l'élevage extensif traditionnel. Le second est d'ordre spatial : l'avancée continue du front d'urbanisation, documentée par les données de télédétection qui révèlent une progression du bâti de 38,51 % entre 1990 et 2020, a physiquement expulsé les activités pastorales vers les marges périphériques de la commune, où elles sont désormais pratiquées de manière résiduelle par quelques familles immigrées. Le troisième est d'ordre économique : l'émergence d'activités tertiaires plus rémunératrices a enclenché une reconversion professionnelle massive des anciens éleveurs, pour qui le maintien de l'activité pastorale ne constitue plus une stratégie économique rationnelle dans un environnement urbain en mutation rapide.

Un phénomène de substitution interne au secteur de l'élevage mérite cependant d'être souligné. Si l'élevage extensif est devenu une pratique marginale, l'aviculture domestique connaît une progression notable, portée par la demande croissante en viande de volaille, les cycles de consommation rythmés par les fêtes religieuses et civiles (Tabaski, Korité, Noël) et la possibilité de générer des revenus rapides avec un investissement initial limité. Cette transition de l'élevage extensif vers l'élevage domestique avicole traduit une logique d'adaptation économique rationnelle des ménages urbains à un environnement contraint, mais elle ne saurait être assimilée à une véritable reconversion productive du secteur : il s'agit d'une stratégie de survie économique à petite échelle, sans capacité d'accumulation ni potentiel de structuration d'une filière locale durable.

Au total, le recul conjugué de l'agriculture et de l'élevage dessine à l'échelle de la commune de Kébémér le tableau d'une déstructuration profonde du secteur primaire, dont les deux piliers traditionnels se sont effondrés de manière concomitante et selon des logiques causales largement partagées. Cette déstructuration constitue la condition préalable et le moteur de la recomposition économique vers le tertiaire analysée dans la section suivante, confirmant ainsi l'hypothèse d'une tertiarisation contrainte plutôt que choisie, dont la fragilité structurelle tient précisément à l'absence d'une base productive primaire capable d'en constituer le socle et le complément indispensable.

## **2.2. Recomposition de l'économie locale : vers une prépondérance du secteur tertiaire**

La déstructuration progressive du secteur primaire analysée précédemment n'a pas produit un vide économique, mais a au contraire enclenché une recomposition profonde du système productif local, dont le moteur principal est l'essor des activités tertiaire.

Cette transition sectorielle ne résulte pas d'une dynamique de développement économique endogène planifiée, mais d'une reconversion contrainte des populations face à l'effondrement des activités agropastorales traditionnelles, amplifiée par trois facteurs structurants : la position géostratégique de la ville, la croissance démographique soutenue et le rôle central de l'émigration internationale dans l'alimentation des circuits économiques locaux.

La position géographique de Kébémér, relais naturel sur l'axe Dakar - Saint-Louis, lui confère une centralité économique régionale qui préexistait à la tertiarisation actuelle mais qui s'est considérablement renforcée avec le déclin agricole. Cette situation privilégiée permet à la ville d'exercer une influence sur un vaste hinterland rural, attirant régulièrement des populations des localités environnantes, notamment lors du marché hebdomadaire du lundi qui constitue le principal nœud d'échanges économiques de la zone.

Les données issues des enquêtes de terrain révèlent que le commerce occupe désormais la première place dans la hiérarchie des activités économiques de la commune, concernant 37 % des ménages enquêtés, loin devant la fonction publique (9,1 %), l'agriculture (7,3 %), l'élevage (5,9 %) et l'artisanat (3,6 %). Cette prépondérance du commerce s'explique par la convergence de plusieurs facteurs : la croissance démographique soutenue ( la population ayant plus que doublé entre 1988 et 2023 ) qui génère une demande de consommation en expansion continue ; l'afflux de migrants en provenance des localités environnantes qui s'installent dans les zones périphériques et enrichissent le vivier de la clientèle locale ; et la faiblesse des barrières à l'entrée dans le secteur commercial informel, qui en fait une activité de reconversion accessible aux populations sans qualification formelle.

Le dynamisme commercial de Kébémér est particulièrement visible dans le paysage urbain de ses quartiers centraux, comme en témoignent les observations de terrain réalisées au marché du lundi.

### **Planche photographique 1: dynamisme commercial du marché urbain**



Cliché : HANE M., Ndiaye E H., FALL CB., 2024

La Planche photographique 1 illustre l'effervescence économique qui caractérise ce marché hebdomadaire, où coexistent une multiplicité d'opérateurs économiques proposant des produits diversifiés (fruits, légumes, textiles, produits artisanaux) à une clientèle venue de la ville et de son arrière-pays. Au-delà de sa fonction d'échange, ce marché constitue un véritable système économique intégré qui génère des emplois indirects dans les secteurs du transport, de la logistique et de la manutention, démultipliant ainsi ses effets sur l'économie locale. Il convient cependant de souligner que ce dynamisme commercial repose en grande partie sur des activités informelles peu capitalisées, dont la fragilité structurelle limite la capacité à produire une accumulation économique durable à l'échelle du territoire.

Au-delà du commerce, la tertiarisation de l'économie kébémeroïse se manifeste par une diversification rapide des services, dont le développement est étroitement lié à l'urbanisation croissante, aux transformations des modes de vie et au rôle structurant de l'émigration internationale.

Le secteur de la restauration illustre de manière particulièrement éloquentes cette mutation des pratiques économiques et sociales. La prolifération des établissements de restauration (fast-foods, pâtisseries, tanganas, gargotes, neex sow, dibiteries) dans les quartiers historiques comme dans les zones périphériques traduit une transformation profonde des habitudes alimentaires des ménages urbains, marquée par la généralisation de la consommation hors domicile. Cette évolution est portée par deux dynamiques complémentaires : d'une part, l'adoption progressive par les habitants d'un mode de vie urbain caractérisé par des rythmes de travail incompatibles avec la préparation quotidienne des repas au foyer ; d'autre part, la présence significative d'une population immigrée (travailleurs, commerçants, fonctionnaires) vivant éloignée de leur famille et constituant une clientèle captive pour ces services de proximité.

**Planche photographique 2 : différents lieux de restaurations dans la ville**

***Restaurant à la périphérie***



***Maïga ou tangana aux HLM***



***Dibiterie***



***Fast-food à la station***



Cliché : HANE M., Ndiaye E H., FALL CB., 2024

La Planche photographique 2 rend compte de la diversité et de la diffusion spatiale de ces services de restauration, présents aussi bien dans les quartiers centraux que dans les espaces périphériques en cours d'urbanisation, témoignant d'une tertiarisation qui ne se

limite plus aux seuls espaces historiquement commerçants de la ville mais qui accompagne et structure l'expansion urbaine dans ses nouvelles directions.

Un autre marqueur particulièrement révélateur de la tertiarisation de l'économie kébémeroise est la prolifération des services de transfert d'argent, dont la densité dans le paysage urbain constitue une manifestation spatiale directe du rôle structurant de l'émigration internationale dans l'économie locale. Kébémér étant historiquement un foyer majeur d'émigration internationale, les transferts financiers de la diaspora alimentent de manière continue les circuits économiques locaux, générant une demande soutenue pour ces services financiers de proximité.

### Planche photographique 3 : Services de transfert d'argent à Kébémér

**STA à la périphérie**



**La banque CBAO de Kébémér**



**PFC, un intermédiaire bancaire**



**STA à la station de Kébémér**



Cliché : HANE M., Ndiaye E H., FALL CB., 2024

Comme l'illustre la Planche photographique 3, ces structures de transfert d'argent (Western Union, MoneyGram, Ria, Money Express et plus récemment Wave via l'application Sendwave ) sont présentes aussi bien dans le centre-ville que dans les quartiers périphériques, témoignant de leur ancrage territorial profond dans l'ensemble du tissu urbain. La multiplication de leurs guichets au cours de la dernière décennie reflète l'intensification des flux financiers entre la diaspora et les ménages locaux, positionnant les émigrés comme

des acteurs économiques centraux dont les envois de fonds dépassent la sphère domestique pour structurer l'ensemble de l'économie urbaine locale. Cette dépendance aux transferts migratoires, si elle constitue un moteur indéniable de la tertiarisation, soulève néanmoins la question de la vulnérabilité structurelle d'une économie urbaine dont le dynamisme repose sur des ressources exogènes et non productives, comme analysé dans la discussion.

Enfin, le secteur des transports complète ce tableau de la tertiarisation de Kébémér. La multiplication des garages de taxis urbains, de motos-taxis Jakarta et de véhicules desservant les localités environnantes (particulièrement visible dans les quartiers à forte densité de circulation comme Mbabou, Escale et Diamaguène) traduit une demande de mobilité croissante générée par l'expansion spatiale de la ville et l'intensification des échanges économiques avec son hinterland. Ce secteur constitue à la fois un débouché professionnel significatif pour les populations en reconversion et un facteur de renforcement du rôle de centralité régionale de Kébémér.

Au total, la tertiarisation de l'économie kébémeroïse se manifeste à travers une géographie économique différenciée, où le commerce et les services structurent désormais l'ensemble du territoire communal, des quartiers historiques centraux aux espaces périphériques en cours d'urbanisation. Cette recomposition sectorielle, si elle témoigne d'une capacité d'adaptation remarquable des populations face à un environnement économique contraint, demeure cependant fragilisée par son caractère largement informel et sa dépendance structurelle aux dynamiques migratoires, deux dimensions dont les implications sont analysées dans la discussion qui suit.

### 3. Discussion

Les résultats obtenus dans cette étude invitent à dépasser le simple constat descriptif d'un basculement sectoriel pour interroger les logiques profondes, les mécanismes causaux et les implications théoriques de la recomposition économique observée à Kébémér. Trois axes de discussion structurent cette analyse : la nature et les limites de la tertiarisation en cours, le rôle de l'émigration internationale comme moteur ambivalent de cette recomposition et les implications spatiales d'une urbanisation non maîtrisée sur la durabilité du système économique local.

Le premier enseignement majeur de cette étude est que la tertiarisation de l'économie de Kébémér, si elle est réelle et massive (37 % des ménages orientés vers le commerce contre 7,3 % pratiquant encore l'agriculture), ne saurait être assimilée à un processus de développement économique endogène au sens où l'entendent Courlet et Pecqueur (2013). Elle traduit davantage une reconversion contrainte des populations face à l'effondrement d'un système agropastoral traditionnel que l'émergence d'une économie urbaine productive et structurée. Cette distinction est fondamentale car elle conditionne l'ensemble des implications en termes de politiques publiques. Ce résultat rejoint et prolonge les travaux de Diop (2004) sur l'urbanisation de crise au Sénégal, selon lesquels une croissance urbaine rapide sans base économique solide produit inévitablement une tertiarisation informelle et précaire incapable d'absorber durablement la demande d'emploi. À Kébémér, cette fragilité structurelle se manifeste de plusieurs manières.

Le commerce, qui occupe un peu moins de 40 % des ménages, reste majoritairement informel, peu capitalisé et vulnérable aux chocs économiques externes. Les services de restauration, de transport et de transfert d'argent, bien que dynamiques, ne génèrent pas de valeur ajoutée suffisante pour enclencher un véritable processus d'accumulation locale. L'artisanat, avec seulement 3,6 % des ménages, demeure marginal et ne constitue pas un secteur de diversification économique significatif.

Le deuxième enseignement majeur concerne le rôle central mais profondément ambivalent de l'émigration internationale dans la recomposition économique de Kébémér. Les résultats de cette étude confirment et approfondissent les travaux de Mboup (2006) sur le département de Kébémér et de Wade C S et Wade A (2018) sur les villes de la vallée du Sénégal en montrant que les transferts financiers des émigrés constituent le principal moteur exogène de la tertiarisation locale. La prolifération des services de transfert d'argent (Western Union, MoneyGram, Ria, Money Express et plus récemment Wave) dans le paysage urbain de Kébémér en est la manifestation la plus visible et traduit l'intensité des flux financiers entre la diaspora et les ménages locaux. Cependant, cette dépendance aux transferts migratoires soulève une question théorique fondamentale que la littérature existante n'a pas suffisamment traitée : dans quelle mesure une économie urbaine dont le dynamisme repose principalement sur des ressources exogènes et non productives peut-elle prétendre à une trajectoire de développement durable ? Les travaux de Tall (2004) ont montré que les émigrés sénégalais investissent prioritairement dans l'immobilier résidentiel et dans le commerce de détail, deux secteurs qui stimulent la consommation locale sans pour autant renforcer les capacités productives du territoire. Cette observation est pleinement confirmée par les données spatiales de la présente étude : entre 1990 et 2020, la progression du bâti de 38,51 % à Kébémér coïncide précisément avec les périodes d'intensification de l'émigration internationale, témoignant d'une conversion massive des transferts en investissements immobiliers plutôt qu'en activités productives.

Cette configuration économique crée une dépendance structurelle aux flux migratoires qui fragilise durablement la résilience économique locale. Comme l'ont démontré Lamour et Laporte (2017), le développement urbain sans véritable dynamique économique endogène ne peut produire qu'un essor fragile et inégal. À Kébémér, cette fragilité est d'autant plus préoccupante que les politiques migratoires restrictives des principaux pays d'accueil des émigrés sénégalais (France, Espagne, Italie) font peser une menace croissante sur la pérennité de ces flux financiers. Un tarissement même partiel des transferts de fonds pourrait provoquer une déstabilisation brutale d'une économie locale qui n'a pas su diversifier ses sources de dynamisme productif au-delà de la rente migratoire.

Par ailleurs, la relation entre émigration et recomposition économique n'est pas univoque. Si les transferts alimentent le commerce et les services, ils contribuent également, par la spéculation foncière qu'ils engendrent, à l'éviction des ménages les plus pauvres des espaces centraux et à l'accélération d'un étalement urbain non planifié qui consomme les dernières terres agricoles disponibles en périphérie. Ce mécanisme paradoxal (l'émigration comme facteur simultané de dynamisme économique et de destruction du potentiel agricole résiduel) constitue l'une des tensions les plus significatives de la trajectoire de développement de Kébémér et mérite d'être théorisé comme tel dans la littérature sur les villes secondaires africaines.

Le troisième axe de discussion porte sur les implications spatiales de cette recomposition économique et sur la question de la durabilité territoriale. L'analyse diachronique de l'occupation du sol révèle une trajectoire spatiale préoccupante : entre 1990 et 2020, les espaces végétaux et cultivés ont régressé de 78,79 %, passant de 122,10 ha à 25,91 ha, tandis que le bâti progressait de 220,54 ha à 305,48 ha.

La décennie 2000-2010 constitue à cet égard le tournant le plus brutal de cette recomposition, avec une chute de la végétation de 73,40 % en dix ans seulement, précisément au moment où l'intensification de l'émigration et la spéculation foncière qui lui est associée accélèrent le front d'urbanisation au détriment des terres agricoles périphériques. Cette dynamique spatiale s'inscrit dans un schéma d'urbanisation non planifiée largement documenté dans la littérature sur les villes secondaires africaines. Comme à Touba selon Sow (2020), l'expansion spatiale de Kébémér s'effectue sans véritable encadrement urbanistique, générant des déséquilibres dans l'organisation urbaine et un usage peu rationnel de l'espace. Hane, Fall et Wade (2024) ont montré que cette expansion se caractérise par une progression des constructions informelles dans les quartiers périphériques, souvent dépourvus des équipements et infrastructures de base nécessaires à une urbanisation de qualité. Cette situation pose la question de la capacité des autorités locales à maîtriser un front d'urbanisation qui échappe largement aux instruments de planification disponibles.

Sur le plan théorique, ces résultats interrogent la pertinence du concept de ville compacte dans le contexte des villes secondaires africaines. Si la densification urbaine est généralement présentée comme une condition de l'efficacité économique et de la durabilité environnementale des villes (Merlin et Choay, 1988), l'étalement périphérique observé à Kébémér produit l'effet inverse : il allonge les distances, augmente les coûts de desserte en services urbains, consomme les terres agricoles résiduelles et fragmente le tissu social des quartiers en cours de constitution. Cette tension entre la logique d'expansion spatiale portée par la croissance démographique et les investissements immobiliers des émigrés d'une part, et la nécessité d'une urbanisation maîtrisée et durable d'autre part, constitue l'un des défis les plus urgents pour la gouvernance urbaine des villes secondaires sénégalaises.

Enfin, la comparaison avec d'autres villes secondaires du nord-ouest sénégalais, notamment Louga dont la dynamique spatiale a été analysée par Hane, Fall et Wade (2022), suggère que le modèle de recomposition observé à Kébémér n'est pas un cas isolé mais s'inscrit dans un pattern régional cohérent, caractérisé par le déclin agricole, la montée de l'informel tertiaire et l'étalement urbain non planifié. Cette convergence des trajectoires invite à envisager une approche territoriale intégrée de développement des villes secondaires du vieux bassin arachidier, qui dépasse les approches communales actuelles pour traiter à l'échelle régionale les défis communs de reconversion économique, de gouvernance foncière et de planification spatiale. Une telle approche supposerait une coopération intercommunale renforcée, un appui institutionnel de l'État central et une mobilisation stratégique des ressources de la diaspora vers des investissements collectifs productifs plutôt qu'individuels et immobiliers.

## Conclusion

La présente étude avait pour ambition de déterminer dans quelle mesure l'essor du secteur tertiaire à Kébémér constitue une véritable recomposition économique durable ou une simple reconversion contrainte des populations face à l'effondrement des activités primaires traditionnelles. Les résultats obtenus permettent de répondre à cette question avec nuance.

La réalité d'une transformation structurelle profonde et irréversible est indéniable. Le déclin des activités primaires est massif et documenté à deux échelles complémentaires : à l'échelle des ménages, où 92,7 % ne s'adonnent plus à l'agriculture et 94,1 % l'élevage ; et à l'échelle spatiale, où les espaces cultivés ont régressé de 78,79 % entre 1990 et 2020 au profit d'un bâti en expansion continue. Cependant, la recomposition économique qui en résulte demeure structurellement fragile. L'essor du tertiaire, bien que massif (37 % des ménages orientés vers le commerce), repose en grande partie sur des activités informelles et précaires fortement dépendantes des transferts financiers de l'émigration internationale. Il s'agit davantage d'une tertiarisation de survie que d'une tertiarisation de développement, confirmant ainsi l'hypothèse d'une urbanisation de crise au sens de Diop (2004).

Cette étude ouvre enfin trois perspectives de recherche : l'analyse de la dimension genrée de la tertiarisation informelle, la comparaison systématique avec d'autres villes secondaires intérieures du pays et l'évaluation de la vulnérabilité structurelle de ces économies urbaines face à un éventuel tarissement des flux migratoires. Ces questions constituent des défis scientifiques majeurs pour la géographie urbaine africaine des prochaines décennies.

## Références bibliographiques

- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). (1988). *Recensement général de la population et de l'habitat de 1988 (résultats définitifs)*. ANSD. 76 p.
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). (2014). *Situation économique et sociale régionale 2013*. ANSD. 97 p.
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). (2023). *Rapport provisoire, RGPH-5, 2023*. ANSD. 541 p.
- Benko, G., & Lipietz, A. (1992). *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*. Presses Universitaires de France.
- Bonnardel, V. Ch. (1978). *Vie de relations au Sénégal : la circulation des biens*. IFAN.
- Courlet, C., & Pecqueur, B. (2013). *L'économie territoriale*. Presses Universitaires de Grenoble.
- Diop, A. (2004). *Villes et aménagement du territoire au Sénégal* [Thèse de doctorat d'État, Université Cheikh Anta Diop]. Département de Géographie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). (2007). *État de la population mondiale : libérer le potentiel de la croissance urbaine*. FNUAP.

Hane, H., Fall, C. B., & Wade, C. S. (2024). Analysis of the determinants of spatial expansion in secondary cities : The case of Kébémér (Northwest Senegal). *Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)*, 2(4), 1612–1624.

Hane, M., Fall, C. B., & Wade, C. S. (2022). Dynamique spatiale dans une ville secondaire : le cas de Louga (nord-ouest du Sénégal). *Revue de Géographie de l'Université de Ouagadougou*, 11(1), 67–87.

Lamoure, A. L., & Laporte, A. (2017). *Introduction à la géographie urbaine*. Armand Colin.

Lieberherr-Gardiol, F. (2007). Durabilité urbaine et gouvernance, enjeux du XXIe siècle. *Revue internationale des sciences sociales*, 193-194(3), 373–385.

Mboup, B. (2006). *Politiques de développement, migration internationale et équilibre ville-campagne dans le vieux bassin arachidier (région de Louga)* [Thèse de doctorat de 3e cycle en géographie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar].

Merlin, P., & Choay, F. (1988). *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*. Presses Universitaires de France.

ONU-Habitat. (2010). *L'état des villes africaines : gouvernance, inégalité et marchés fonciers*. ONU-Habitat.

Perroux, F. (1961). *L'économie du XXe siècle*. Presses Universitaires de France.

Ritchot, G., Mercier, G., & Mascolo, S. (1994). Étalement urbain comme phénomène géographique : l'exemple de Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 38(105), 41 p.

Sow, D. (2020). *Dynamique spatiale de 1930 à 2020 et gouvernance urbaine dans la ville de Touba* [Thèse de doctorat en géographie, Université Assane Seck de Ziguinchor].

Wade, C. S., & Wade, A. (2018). Les villes de la vallée du Sénégal : mutations et recompositions urbaines. *PALOC (Programme d'Appui aux Politiques Locales de Développement)*, 10 p.